



# Réduction du déficit en infrastructures: Stratégie de financement et impact sur la croissance

---

Bilyamini EKADE,  
Directeur des Etudes et Statistiques pi

le 21 janvier 2021

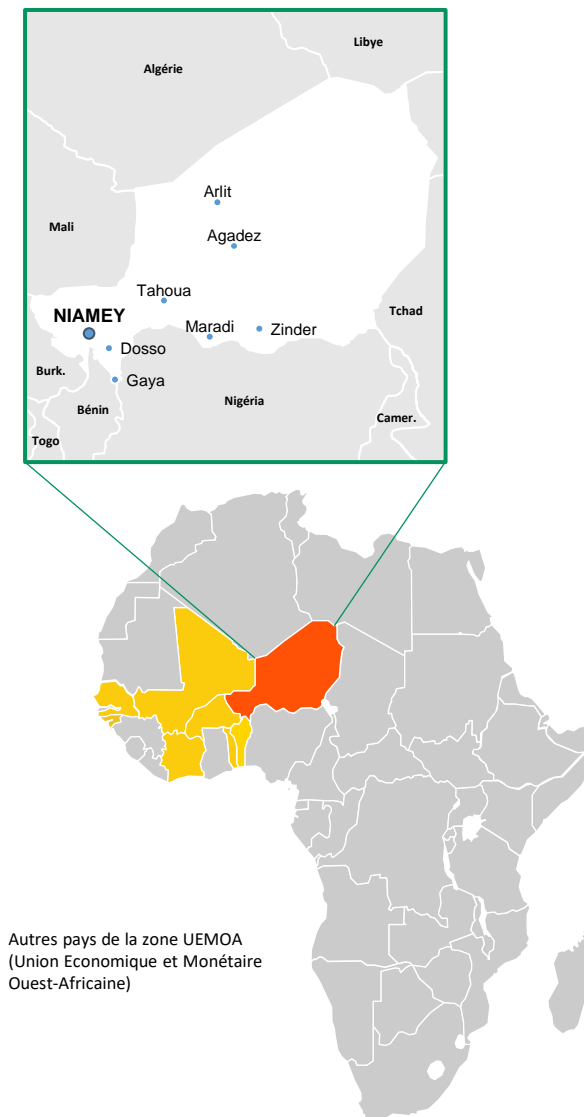
---

## Plan

- I- Bref aperçu du pays;
- II- Situation économique;
- III- Evolution du stock d'infrastructures et impact sur la croissance;
  - 3.1 Etat de lieu des infrastructures de 2011 à 2018
  - 3.2 Stratégie de financement
  - 3.3 impact sur la croissance économique
- IV- Perspectives économiques 2021-2023
- V- Plan de financement 2021 avec focus sur le MTP;

# I- APERÇU DU PAYS

<b>Population</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 21,5 millions (2018E)</li> </ul>
<b>Croissance de la population</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4,1% par an (moyenne 2012-2018E)</li> </ul>
<b>Superficie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 267 000 km<sup>2</sup></li> </ul>
<b>Principales exportations (% du total, 2017)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Uranium naturel et composés apparentés (32%), huiles pétrolières et produits associés (16%)</li> </ul>
<b>PIB nominal (rebasé)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FCFA 7 565 Mds (2019E), soit USD 12,6 Mds</li> </ul>
<b>PIB par habitant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FCFA 351,8 k (2019 E)</li> </ul>
<b>Croissance réelle du PIB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5,9% (2019E), 1,2% (2020P, prévision FMI)</li> </ul>
<b>Taux d'inflation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• - 2,5% (2019E), 2,8% (2020P, prévision FMI)</li> </ul>
<b>Forme de gouvernement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• République semi-présidentielle</li> </ul>
<b>Président</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mahamadou Issoufou</li> </ul>
<b>Notation de crédit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moody's: B3, perspective stable</li> </ul>



# II- SITUATION ÉCONOMIQUE

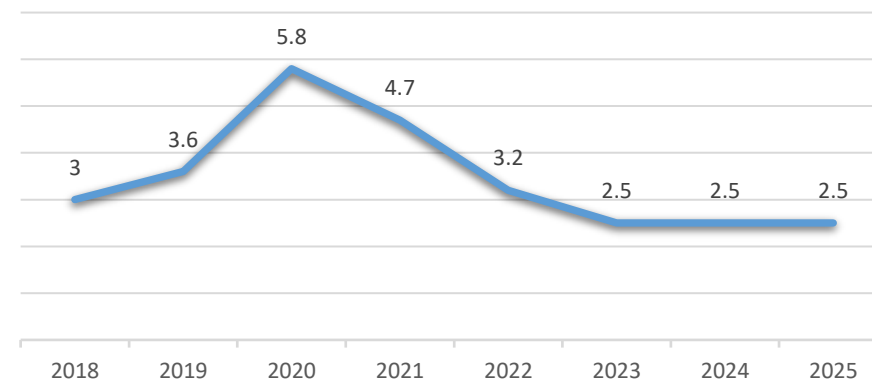
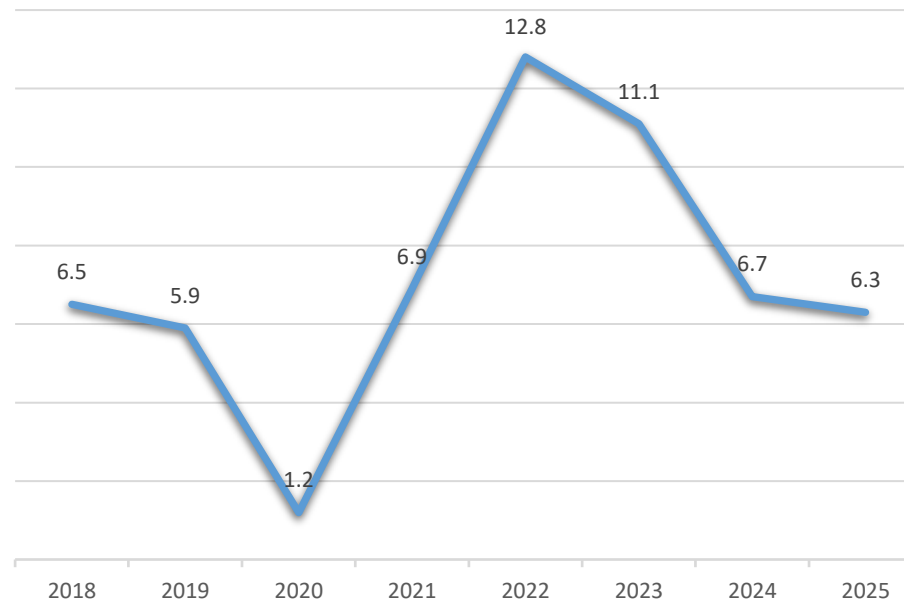
La croissance réelle du PIB est de 6,5% en 2018 et 5,9% en 2019 grâce au secteur agricole et les BTP; cette croissance est projetée à 1,2% en 2020 suite à la pandémie de la Covid-19;

Elle devrait être en moyenne de 8,7% sur les 5 prochaines années grâce à plusieurs projets de grande envergure ;

Cette croissance devrait atteindre 12,9% en 2022 suite à la finalisation d'un pipeline qui permettra d'accroître les exportations du brut ;

Le niveau d'inflation est ressorti à -2,5% en 2019 et sera de 2,8% en 2020. Il sera en moyenne de 2% sur les 5 prochaines années.

Le niveau du déficit passera de 3,6% en 2019 à 5,8% en 2020 pour tomber à 4,7% en 2021. Il sera de 3% en moyenne au cours des 5 prochaines années grâce à la production du pétrole et au potentiel d'exportation des hydrocarbures.



- Le niveau d'endettement du secteur public est contenu à 35,3% en 2018, 39,1% en 2019 et 42,5% en 2020, donc en-dessous de la norme de l'UEMOA de 70%;
- Le niveau d'endettement devrait décroître dans les prochaines années, soutenu par la consolidation fiscale, pour atteindre 33,3% en 2022;

# III- Evolution du stock d'infrastructures et impact sur la croissance

## 3.1 Etat des lieux des infrastructures publiques au Niger (2011-2018)

- Le réseau routier national a connu une augmentation de 1.738,3 km passant de 18.687 km en 2011 à 20.687,3 km en 2018;
- Ces réalisations ont permis d'améliorer certains indicateurs comme la densité routière (qui passe de 9,3% en 2013 à 10,7% en 2018) et l'indice d'accessibilité rural (32,9% en 2011 à 36,9% en 2017);
- Pour les TIC, 3.847 km de linéaire de fibre optique ont été posés en 2018 portant le taux de couverture de 89% en 2017 à 92,1% en 2018;
- L'extension et la modernisation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey en 2018 et la construction des hôtels (Radisson, Bravia, Noom, etc) de haut standing;

- La construction de 3 ponts sur le fleuve Niger dont 2 sont en cours d'achèvement;
- La pose du pipeline pour l'exportation du pétrole brut via le Bénin pour une longueur de 1800 km depuis 2017;
- La fourniture d'électricité s'est accrue de 53% ces dernières années traduisant une augmentation de l'accès à l'énergie de 8,6% en 2010 à 12,9% en 2018;
- La population desservie en eau potable, dans les villes, est passée de 1.903.740 personnes en 2010 à 3.543.480 en 2018, soit un accroissement de 86%; ceci a été rendu possible grâce au renforcement des infrastructures et la réalisation des branchements sociaux et de bornes fontaines publiques;

- Les infrastructures scolaires, notamment les salles de classe, ont connu une augmentation continue sur la période sous revue. Le taux de croissance du stock est passé de 16% en 2010 à 25% en 2018;
- Le secteur de la santé a enregistré la construction de 2 hôpitaux de référence, 12 maternités, la mise à niveau de 3 hôpitaux de district et la transformation de 19 cases de santé en CSI portant ainsi le taux de couverture sanitaire de 47,4% en 2011 à 50,6% en 2018;

-



## 3.2 - Stratégie de financement des projets d'investissement

- Pour financer les projets d'investissement publics, il existe un canevas dit « Critères d'Eligibilité au Financement Sectoriel (CEFS) » qui définit les règles d'éligibilité d'un projet d'investissement public envisagé par le Gouvernement dans un secteur donné, selon le mode de financement;
- Ces critères visent à déterminer de manière efficace et efficiente la nature des ressources à affecter au financement des projets en fonction de leurs effets sur la production, les revenus des ménages et les recettes de l'Etat;
- Les CEFS sont basés sur le mode de financement et l'alignement du PIE sur les actions majeures prioritaires retenues dans le PDES 2017-2021;

- Les critères supposent également le choix d'une combinaison optimale entre les différents instruments de financement, qui sont par ordre de priorité les ressources propres et/ou les modes alternatifs de financement (dons, prêts et ressources du marché);
- Les CEFS requièrent une étude de faisabilité permettant d'évaluer les effets attendus du projet sur la production nationale, les revenus des ménages et les recettes de l'Etat;
- A ce titre, 3 catégories de projets sont retenus selon les effets identifiés;
  - Catégorie 1 (C1): les projets ayant des effets directs sur la production nationale, les revenus des ménages et les recettes de l'Etat;
  - Catégorie 2 (C2): les projets ayant des effets indirects sur la production nationale, les revenus des ménages et les recettes de l'Etat;
  - Catégorie 3 (C3): les projets ayant des effets à moyen terme sur la production nationale, les revenus des ménages et les recettes de l'Etat;

- Le mode de financement d'un projet dans un secteur donné est fonction de sa catégorie;
- En particulier, tous les projets d'investissements publics inscrits dans les domaines du PIE sont éligibles aux ressources internes et dons.

## 3.3 - Impact du financement des infrastructures publiques sur la croissance

- Le stock des infrastructures a un effet positif sur la croissance économique, aussi bien à court qu'à long terme. Cependant, il n'est significatif qu'à long terme (INS, mars 2020);
- Ainsi, au Niger, une augmentation du stock des infrastructures de 10% entraîne une augmentation à long terme de la croissance économique de 2,4% (INS, mars 2020);
- A court terme, l'effet est positif mais non significatif;

- Aussi, l'augmentation du stock des infrastructures réduit les coûts des entreprises. En effet, une augmentation de 1% du stock des infrastructures induit une baisse moyenne du coût à hauteur de 0,07%.
- L'efficacité et l'efficience de ces investissements, selon l'évaluation PIMA (mars 2019) révèle l'existence d'un cadre de gestion robuste malgré une efficience faible.

# IV- Perspectives économiques à moyen terme

- Plusieurs projets d'investissements sont programmés dans les 5 prochaines années à savoir:
  - la construction du pipeline domestique pour le transport du pétrole raffiné dont 2 projets connexes sous forme de dons: la tour de pétrole et l'hôpital de référence de Tahoua;
  - la construction de 1550 logements sociaux;
  - la construction de 2 centrales thermiques (Niamey et Zinder);
  - la construction d'une centrale photovoltaïque;
  - la construction d'une mine de charbon à Kao;
  - la mise en exploitation de la mine d'uranium de Madawela avec Goviex en 2022 (1400 tonnes au démarrage);
  - le démarrage des travaux de la mine d'Imouraren; etc

# V- Plan de financement 2021 avec focus sur le MTP

- Pour l'année 2021, le besoin de financement net est évalué à 730,3 milliards;
- La stratégie retenue consiste à diversifier les sources de financement avec un endettement dont la structure sera constituée de 59,1% de ressources externes et 40,9% (près de 300 milliards) de financement intérieur;
- Sur le MTP il a été retenu:
  - - des émissions de taille de 5 à 30 milliards pour une meilleure couverture des opérations;
  - des interventions régulières;

- des recours aux titres in fine;
  - un abondement systématique des titres pour en réduire le nombre;
  - une gestion active de la dette et de la trésorerie pour minimiser le risque de refinancement.
- 
- Pour 2021, la levée de ressources sur le MTP porte sur un montant de 435 milliards dont 300 milliards constitués d'émissions d'obligations du Trésor.
- 
- Ces OAT sont décomposées comme suit :
    - 4 émissions de 3 ans in fine pour un montant de 95 milliards;
    - 7 émission de 5 ans in fine pour un montant de 120 milliards;
    - 3 émissions de 7 ans in fine pour 55 milliards;
    - 2 émissions de 10 ans in fine pour 30 milliards.



**Merci pour votre aimable attention**